



Contribution programmatique adoptée par le CN des 21 et 22 mai 2016 :

D'UN MONDE À L'AUTRE

10 axes prioritaires pour le Parti de Gauche

A l'issue de sa convention programmatique, le Parti de Gauche, qui apporte son soutien au mouvement des Insoumis et à Jean-Luc Mélenchon qui se met à son service, propose sa contribution à la présidentielle 2017.

Nous partageons un constat : le capitalisme et le libéralisme ne reposent que sur un dumping économique, social, environnemental et fiscal qui contribue à l'appauvrissement et à la précarisation des États et des populations, à la destruction de l'environnement et à la croissance des inégalités, et au final à une négation du développement humain. Autant de reculs qui font la montée des haines identitaires. Face à cela, la France devrait être une boussole pour un Monde qui se perd.

Nous n'ignorons pas les résistances auxquelles nous aurons à faire face mais nous voyons aussi de plus en plus de Français se tenir debout face à l'oligarchie et réclamer plus de démocratie, plus de justice sociale, plus d'humanité. Notre projet est le leur : celui de l'intérêt général humain.

La société que nous voulons construire affirme le droit de toutes et de tous à vivre heureux et en paix. Ceci implique que le partage des richesses garantisse les droits humains fondamentaux (personnels et sociaux), que les écosystèmes et les sources d'énergies soient reconnus comme biens communs, que les valeurs de solidarité l'emportent sur les logiques de compétition et d'exclusion, que l'émancipation individuelle soit garantie par l'égalité des droits et la laïcité, que les citoyens, enfin, aient la maîtrise effective des choix collectifs.

Nous proposons donc à la France insoumise 10 axes que nous considérons comme prioritaires afin de passer d'un monde à l'autre. De par sa richesse plus élevée que jamais mais essentiellement accumulée par une minorité, et de par sa place dans le monde, la France a parfaitement les moyens de mettre ces mesures en œuvre.

1. POUR CHANGER LE SYSTEME, FAIRE SAUTER LES VEROUS

Tout projet de redistribution des richesses et de transition écologique de l'économie implique un renversement du rapport de force avec le capital. Il faut donc s'attaquer aux verrous institutionnels qui font tenir le système.

→ Faire sauter le verrou démocratique

➤ *Mobiliser le peuple : pour la constituante*

Convocation immédiate d'une constituante pour en finir avec la V^e République et ses errements

➤ *Changer la vie politique : vers la 6^e République*

- Abolition de la monarchie présidentielle, suppression du Sénat et instauration d'un régime parlementaire avec élection proportionnelle intégrale ;
- Mandat unique renouvelable une seule fois ;
- Instauration d'un statut de l' élu ;
- Suspension à vie pour tout élu condamné pour corruption, abus de biens sociaux, trafic d'influence ou délit de favoritisme et lutte contre les conflits d'intérêts ;
- Droit de révocation des élus ;
- Abrogation des contre-réformes territoriales (lois MAPTAM, NOTRe...) qui prévoient les intercommunalités forcées, la fin du Département, des regroupements de Régions incohérents et la métropolisation dans une logique de compétition plutôt que d'égalité entre les territoires.

➤ *De nouveaux droits*

Inscription dans la Constitution de la Règle verte comme un principe fondamental du droit

- Instauration de nouveaux droits pour les salariés dans les entreprises en faisant primer les droits fondamentaux sur le principe de propriété ;
- Inscription dans la Constitution du droit à la propriété des données personnelles numériques ;
- Inscription dans la constitution du droit à une vie digne par un accès gratuit à la santé, la gratuité des premiers m³ d'eau et kWh d'électricité, la gratuité d'accès à l'éducation et à la culture ;
- Inscription dans la Constitution du droit des femmes à maîtriser leur corps (IVG, PMA) ;
- Inscription dans la Constitution du droit de tous à mourir dans la dignité.

→ Faire sauter le verrou européen

Assumer un plan B pour ne pas tomber dans le même piège que la Grèce en cas de refus des négociations par l'Europe et la finance, allant jusqu'à la sortie de l'euro

- Renégocier les conditions d'appartenance à la zone euro et à l'Union européenne. À défaut exiger un opt-out (option de retrait), c'est-à-dire une exception juridique, pour la France et tout autre pays qui partagerait nos aspirations. Il n'y a pas de raison que seul le Royaume Uni puisse imposer ses conditions à son maintien dans l'Europe ;
- Cesser immédiatement d'appliquer les clauses européennes qui contredisent l'intérêt général en commençant par la rupture des négociations engagées dans les deux accords internationaux de libre-échange transatlantique (TAFTA et TiSA) et dénonciation des deux accords de libre-

échange déjà signés mais non ratifiés (CETA et TPP) ;

- Rendre à la Banque de France son autonomie par rapport à la Banque centrale européenne.

→ Faire sauter le verrou culturel

- Soustraire la culture à la logique marchande au profit de la logique émancipatrice ;
- Application du principe de 1% culturel dans tous les domaines pour soutenir l'art et la création ;
- Renforcement et protection du statut des intermittents du spectacle ;
- Limiter la taille des groupes de presse et interdire aux groupes industriels et économiques d'y avoir des parts, et revoir les aides à la presse ;
- Garantir la neutralité du net.

2. AGIR CONTRE LA FINANCE ET LE LIBRE ECHANGE

Pour faire cesser la prédation que le capital opère sur l'économie réelle, il faut s'engager dans un rapport de force avec le pouvoir de la finance et réguler les mouvements de capitaux et de marchandises.

Assumer de mettre en place un protectionnisme solidaire : Établissement de normes sociales et environnementales et de commerce équitable aux importations

- Contrôle strict des mouvements de capitaux et application d'une taxe inspirée de la taxe Tobin comme protection contre la spéculation internationale ;
- Création d'un registre financier global pour permettre une identification automatique des titulaires des fortunes offshore et des sociétés écran ;
- Interdiction pour les banques, sociétés financières et sociétés non financières d'avoir des filiales dans les paradis fiscaux ;
- Séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt et création d'un Pôle financier public ;
- Réalisation d'un audit citoyen de la dette afin d'en déterminer la part légitimement remboursable.

3. PARTAGER LES RICHESSES

La richesse se concentre d'un côté et la précarité se développe de l'autre. Il est urgent d'engager le partage des richesses et des revenus.

Limitation du salaire maximal à 20 fois le salaire le plus bas dans l'entreprise et hausse des salaires et des minima sociaux : le SMIC fixé à 1700 euros bruts

- Application réelle des 35 heures pour aller vers les 32 heures et la semaine de 4 jours d'ici cinq ans ;
- Création de 240 000 emplois d'ici 2020, dans l'isolation des bâtiments et le développement des énergies renouvelables ;
- Titularisation de la totalité des précaires employés permanents de la fonction publique et

refonte et hausse des grilles salariales de la fonction publique en revalorisant les plus bas salaires, renforcement des effectifs des services publics en assurant un recrutement public progressif de 120 000 fonctionnaires sur 5 ans garantissant une formation de qualité pour améliorer les services rendus à la population ;

- Interdiction des licenciements « boursiers » et interdiction des distributions de dividendes pour les entreprises qui font des licenciements économiques ;
- Socialisation progressive du capital dans l'entreprise ;
- Rétablissement de la hiérarchie des normes selon le principe de faveur pour les droits des salariés en redonnant à la loi et au Code du Travail le rôle de socle de l'ordre public social,
- Retour au CDI comme norme du contrat de travail (le CDD étant exceptionnel) ;
- Lutte contre la mise en concurrence des travailleurs (directive détachement, sous traitance abusive) et les plates-formes internationales qui suppriment les salariés pour les remplacer par des auto-entrepreneurs sans droits ;
- Retour à la retraite à 60 ans et révision du montant minimal des retraites au niveau du SMIC, revalorisation des retraites agricoles à 85% du SMIC avec comme objectif de convergence à cinq ans avec l'ensemble des retraites ;
- Mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes en formation ;
- Intégration des travailleurs handicapés dans le plan général pour l'emploi afin de développer leur insertion professionnelle.

4. LE CLIMAT ET LA PLANETE NE PEUVENT PAS ATTENDRE

Pour lutter contre le réchauffement climatique, la perte de biodiversité et la hausse des pollutions et contaminations, il faut transformer radicalement nos modes de production et de consommation.

Adoption d'une loi de planification écologique

- Fermeture immédiate de Fessenheim, abandon d'Iter et de l'EPR et planification de la sortie du nucléaire sans augmentation de la durée de vie des centrales en garantissant l'emploi des travailleurs du secteur à qualification identique ;
- Création d'un pôle de l'énergie 100% public regroupant les grandes entreprises de production et de distribution de l'énergie (EDF, Engie, Areva et Total) ;
- Abandon de NDDL et du Lyon-Turin, moratoires sur les autres Grands projets inutiles et imposés (GPII) et annulation des permis d'exploration et d'exploitation d'huile et gaz de schiste et de houille ;
- Taxation des transports routiers de marchandises pour financer les investissements de la transition énergétique ;
- Retrait des pesticides chimiques dangereux, interdiction des OGM et aide au passage à l'agriculture bio et paysanne et interdiction des fermes usines ;
- Mise en place de mesures visant à lutter contre les gaspillages et les consommations inutiles avec comme objectif la sobriété énergétique et la réduction des déchets.

5. AGIR POUR L'ÉDUCATION

L'objectif d'émancipation collective et personnelle nécessite de mettre le projet éducatif au cœur de tout programme politique. Nous voulons une éducation qui aide l'individu, dès son plus jeune âge, à se construire en tant que citoyen.

Pour une école de l'égalité et de l'émancipation : abrogation de la réforme du collège, allongement de l'obligation scolaire de 3 à 18 ans

- Rétablissement du bac pro en 4 ans ;
- Plan de lutte contre l'échec scolaire avec notamment la restauration des Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) et la réduction significative des effectifs par classe ;
- Mise en oeuvre du principe fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée (abrogation de la loi Carle) ;
- Instauration d'une carte scolaire établissant la mixité sociale ;
- Refondation de l'université avec notamment l'abrogation des décrets constituant la Loi de réforme des universités (LRU et Fioraso) et regroupement des grandes écoles et des universités au sein d'une Université nationale.

6. RECONSTRUIRE DES SERVICES PUBLICS POUR TOUS

Les services publics garantissent l'égalité d'accès de tous aux droits. Il faut les reconstruire après des décennies d'offensive libérale, en créer de nouveaux et développer leur gestion démocratique avec les usagers.

Rupture avec les directives européennes de libéralisation et de mise en concurrence des services et entreprises publiques

- Sauvegarde et développement des services publics en milieu rural et dans les quartiers populaires (écoles, Poste, santé, gares, etc.) ;
- Allocation des moyens nécessaires aux services policiers et judiciaires ;
- Mise en place d'un pôle public de transport dont la mission sera de redévelopper le transport public sur tout le territoire en fonction des besoins, en association avec les acteurs nationaux et locaux ;
- Gratuité des transports en commun pour les jeunes de moins de 27 ans, demandeurs d'emploi et emplois précaires ;
- Annulation de la dette du secteur ferroviaire, arrêt de la privatisation et développement du transport de voyageurs et du fret ferroviaire.

7. AMELIORER LA VIE QUOTIDIENNE : SANTE – LOGEMENT

Santé et logement sont les conditions d'une vie décente. Il faut les sortir des intérêts économiques et de la recherche exclusive du profit pour quelques-uns.

➤ Santé

Mise en place d'une médecine de proximité avec obligation de service public avec la création d'un corps de médecins de proximité fonctionnaires

- Création d'un pôle public du médicament ;
- Généralisation des centres de santé pluridisciplinaires ;
- Création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale pour prendre en charge le risque de la perte d'autonomie / dépendance ;
- Refonte des textes législatifs et réglementaires pour assurer une vraie accessibilité pour les personnes en état de handicap.

➤ **Logement**

Encadrement à la baisse des loyers du parc locatif privé en fonction du loyer moyen

- Arrêt des expulsions locatives sans relogement et réquisition des logements vacants ;
- Production d'un million de logements sociaux répondant aux enjeux environnementaux au rythme de 200 000 par an durant 5 ans.

8. CONSTRUIRE DE NOUVELLES ALLIANCES INTERNATIONALES

Nous voulons poser les bases de nouvelles solidarités internationales pour faire échec à la vision néoconservatrice mortifère du « choc des civilisations ». Cela passe par la reprise en main de notre souveraineté.

Renforcement des relations en Europe et en Méditerranée pour faire converger les alternatives, par le biais de la création d'un nouvel espace de coopération

- Sortie immédiate de la France de l'OTAN, et reconnaissance de la seule légitimité de l'ONU en matière de sécurité collective ;
- Agir en amont des migrations par une politique de coopération pour une plus grande justice dans les échanges entre pays et permettre aux populations de rester vivre dignement dans leur pays. Dans le même temps, définir une politique d'accueil des migrants et des réfugiés dans des conditions humaines, sociales et sanitaires dignes, conformément au droit international et aux principes fondamentaux de la République.

9. FAIRE UNE VERITABLE REVOLUTION FISCALE

Pour se donner les moyens d'une politique publique garante de l'intérêt général et stopper l'accumulation insensée des profits, une révolution fiscale est indispensable.

Création d'un Impôt Citoyen sur les revenus et d'un impôt général sur le capital avec un régime d'imposition sur le revenu constitué de 14 tranches d'imposition avec un taux d'imposition maximum de 100% (revenu maximum)

- Obligation pour les transnationales de publier les prix de leurs transferts, profits et impôts pays par pays ;
- Refonte de l'assiette de l'impôt sur les sociétés (IS) avec un taux nominal de 30 % pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME).

10. AGIR POUR LES LIBERTES & EMANCIPATION

L'égalité devant la justice est une condition de la citoyenneté. Nous voulons garantir les droits collectifs et personnels et lutter contre toutes les discriminations.

➤ **Libertés**

Mise en place du récépissé des contrôles d'identité par la police

- Loi d'amnistie pour les syndicalistes et les militants associatifs condamnés dans le cadre de conflits sociaux, environnementaux ou pour la défense des libertés ;
- Protection des lanceurs d'alerte, proposition de l'asile politique et la nationalité à E. Snowden et J. Assange, pour service rendu à l'Humanité ;
- Instauration du droit de vote des étrangers aux élections locales, et de l'égalité des droits sociaux et civils entre les français et les étrangers ;
- Régularisation des sans-papiers ;
- Légalisation de la consommation du cannabis.

➤ **Laïcité, égalité et émancipation**

Interdiction d'un traitement particulier des usagers des services publics au nom d'une appartenance religieuse

- Abrogation des dispositions religieuses particulières accordées en Guyane, Mayotte et Alsace-Moselle (abrogation du Concordat) et suppression définitive du délit de blasphème ;
- Application stricte de l'égalité salariale (sanctions), lutte pour l'égalité professionnelle femmes/hommes quant à l'exercice des responsabilités et résorption du travail précaire essentiellement féminin ;
- Réforme des droits civils des personnes (droit au changement d'état civil libre et gratuit ; reconnaissance de la diversité des familles et filiation universelle par engagement parental) ;
- Lutte renforcée contre toutes les violences et les stéréotypes de genre.

➤ **Lutte contre les discriminations et antiracisme**

- Développement de l'éducation à l'égalité, de l'information et application stricte des lois punissant les actes racistes, sexistes, homophobes/transphobes ou discriminatoires en raison du handicap et/ou de l'état de santé ;
- Ré-instauration d'une Halde disposant de pouvoirs étendus permettant le contrôle direct, afin de lutter efficacement contre les discriminations et la ségrégation sociale.